

## LES SOUCHES D'INSTABILITÉ, D'INSÉCURITÉ ET D'INCOHÉRENCE SOCIALE AU TCHAD

### THE STUMPS OF INSTABILITY, INSECURITY AND SOCIAL INCOHERENCE IN CHAD

**Didier DJIMADOUM TOKOD**

Université de Maroua, Cameroun

[ddjimadoumtokod@gmail.com](mailto:ddjimadoumtokod@gmail.com)

**Résumé :** Le Tchad vit une instabilité politique chronique dans laquelle, la discrimination, l'injustice, la corruption accompagne le sous-développement. La sécurité y est fragile depuis son existence en 1958. Il est perpétuellement bouleversé dans ses tentatives d'ériger un Etat de droit. Chaque nouveau régime tente de dominer par son ethnie et l'armée pour réprimer puis perdurer au pouvoir. Cependant, les présidents du Tchad ont tragiquement fini au pouvoir. Malgré les conflits récurrents et l'insécurité permanente, les tchadiens trouvent toujours un créneau pour dialoguer. Il est donc possible de construire un Etat de droit et assurer le développement. Notre étude vise à relever les obstacles à la cohésion sociale et au développement économique du Tchad. Pour l'étude, nous avons opté pour deux approches sociologiques : théorique et pratique. La population enquêtée confirme en moyenne à 71% nos hypothèses que les communautés ethniques sur le territoire du Tchad sont fortement divisées par la religion et la politique. Que trop d'armes à feu en circulation alimentent le phénomène de banditisme, de conflit communautaire et éleveur-agriculteur à travers le pays. Elle concorde que la gestion de la sécurité par l'administration publique est inefficace et impartial et par ailleurs, les ressources économiques du pays profitent plus à l'armée qu'à résoudre les besoins fondamentaux de la population.

**Mots - clés :** Politique, Armée, Insécurité, Développement, Etat.

**Summarized :** Chad life a chronic political instability in which, the discrimination, the injustice, the corruption comes with the underdevelopment. The security is there fragile since its existence in 1958. It is perpetually upset in his tentative to erect a State of right. Every new regime tempts to dominate by its ethnic group and the army to repress to last then to the power. However, the presidents of Chad finished tragically to the power. In spite of the recurrent conflicts and the permanent insecurity, the Chadian always find a gap to converse. It is therefore possible to construct a State of right and to assure the development. Our survey aims to raise the obstacles to the social cohesion and to the development economic of Chad. For the survey, we opted for two sociological approaches: theoretical and convenient. The population investigated confirms to 71% our hypotheses that the ethnic communities on the territory of Chad are divided strongly by the religion and the politics on average. That too many fire arms in circulation nourish the phenomenon of banditry, of communal conflict and breeder - agriculturist through the country. She agrees that the management of the security by the public administration is inefficient and unbiased and otherwise, the resources economic of the country benefit more to the army that to solve the needs fundamental of the population.

**Words - keys:** Politics, Army, Insecurity, Development, State.

## Introduction

Le Tchad apparaît aux yeux de l'étranger, depuis l'avènement du régime d'Idriss Déby Itno comme un État stable avec une armée dynamique et forte malgré une forte contestation politico-militaire interne. Cependant, la chute du régime de Mouammar Kadhafi en octobre 2011 en Libye<sup>1</sup> a ouvert les voies à l'insécurité au Tchad et dans la sous-région sahélo-saharienne. Le terrorisme de Boko-Aram surgit, les rebelles se réarment et contre-attaquent, la prolifération des armes de guerre est remarquable dans la société tchadienne. Les conflits intercommunautaires sont manifestes à travers le pays. Le gangstérisme est au quotidien en milieu urbain comme rural. L'État au Tchad n'est en effet pas la simple victime des « seigneurs de guerre », il est produit au quotidien par les relations de compétition et de collaboration qu'entretiennent les figures armées et non armées du pouvoir (Marielle Débos, *Politix* 2013/4 (N° 104);47-65). C'est dans ce contexte d'insécurité que s'ouvre la transition pour la refondation du Tchad après le décès de son Président Idriss Déby Itno, le 19 avril 2021.

La sécurité est un concept qui conditionne le fonctionnement des sociétés du monde, des États et des organisations. La recherche de la sécurité envenime toutes les familles, les communautés, les sociétés dans le temps et dans l'espace. L'insécurité est une inversion, la face opposée de la sécurité. Elle présente socialement une situation d'offense, de désarroi, d'inquiétude et de chaos. L'État en a les moyens pour créer les conditions de sécurité et d'insécurité. S'il veut créer des conditions propices au développement du pays, les contours de sécurité peuvent être maîtrisés. Si l'insécurité peut permettre aux régimes d'assouvir leurs besoins, l'État comme moyen de répression peut aussi la créer et l'entretenir. Il a le monopole de la violence. Ce qui est le propre de notre époque, c'est qu'elle n'accorde à tous les autres groupements, ou aux individus, le droit de faire appel à la violence que dans la mesure où l'État le tolère : celle-ci passe donc pour l'unique source du "droit" à la violence (Max Weber, 1959, 99-111).

Le Tchad est un pays en perpétuel bouleversement. Chaque nouveau régime tente d'imposer sa vérité, de faire table rase du passé et de reprendre tout à zéro comme si rien de positif n'avait jamais existé antérieurement (Ahmad Allam - Mi, 2014). Plusieurs conflits sont à l'ordre du jour dans ce pays. Il s'agit des conflits communautaires, politiques, inter-états, rebellions et terrorisme. Ce nihilisme a été nourri par la grande peur de la catastrophe, la conscience angoissée des limites d'une société qui va vers son autodestruction (Alain Touraine, 1978, 33). Depuis plus de trois décennies, le phénomène d'insécurité est évolutif au Tchad. Quelles sont les raisons fondamentales de l'insécurité endémique au Tchad ? Comment peut-on justifier l'insécurité dans un pays où l'armée règne en maître absolu ? Il est donc important de déterminer les causes, les conséquences, et les perspectives.

A cet effet, nous abordons notre thème sur des axes suivants : le premier axe met l'accent sur les difficultés de construction d'un État au Tchad ; le deuxième aborde les souches de la division, d'incompréhension et d'insécurité des peuples du Tchad, le troisième présente l'Armée comme un outil de désagrégation sociale au Tchad ; le point quatre montre l'insécurité permanente et son impact dans la société ; le

<sup>1</sup> Crisis Group, Rapport Afrique N° 180, 21 octobre 2011.

cinquième et dernier point présente les perspectives et solutions possibles au problème de sécurité et du sous-développement du Tchad.

## **1. Démarche méthodologique**

Nous avons opté pour deux approches sociologiques. Il s'agit d'une approche théorique et pratique.

### **1.1. Approche théorique**

En s'inscrivant dans une démarche sociologique, notre approche se réfère à la théorie de la dynamique sociale de Georges Balandier (1971) puis la théorie de l'analyse stratégique de Michel Crozier et Erhard Friedberg (1977), qui nous permettent d'appréhender notre terrain d'étude.

La dynamique sociale, théorie proposée par Georges Balandier nous a permis d'aborder des corps constitués qui sont l'Armée Nationale Tchadienne (ANT) ; la société civile et des partis politiques afin de connaître leurs fonctionnements, leurs activités, leurs ambitions, leurs difficultés ainsi que les incidences liées au pouvoir et le développement de la société.

En ce qui concerne la théorie des organisations, dans cette analyse critique que nous partageons, Michel Crozier et Erhard Friedberg définissent dans ce livre, « *l'acteur et le système : les contraintes de l'action collective* » comme un manuel, non pas de sociologie des organisations, mais de sociologie de l'action organisée. Elle se positionne sur le plan des relations de pouvoir entre acteurs et des règles implicites qui gouvernent leurs interactions, et qui sont appelées ici « *jeux* ». L'analyse stratégique utilise les attitudes comme « *un outil de recherche commode et imparfait* » pour découvrir ces jeux (Michel Crozier, 1977). Dans le contexte de notre travail, les institutions comme l'armée, le parti politique, la société civile sont vus ici comme « *le royaume des relations de pouvoir, de l'influence, du marchandage et du calcul* » et comme « *un construit humain qui n'a pas de sens en dehors des rapports de ses membres* ». <sup>2</sup> Il y a donc ces « *jeux* » et les relations de pouvoir et de trafic d'influence à découvrir.

En somme, la dynamique sociale et l'analyse stratégique ne sont que complémentaires et constituent le socle sur lequel prend appui notre étude sur : « Les souches d'instabilité, d'insécurité et d'incohérence sociale au Tchad ». Toutefois, nous n'ignorons pas l'importance des autres théories sociologiques.

### **1.2. Approche pratique**

En outre, pour notre approche pratique, nous avons constitué une documentation relative à notre objet de recherche pour disposer des informations suffisantes qui conduisent à la bonne compréhension et orientation de l'objet d'étude. Nous avons utilisé sur le terrain des outils de collecte de données avec une tranche de notre population cible. Notre étude est soutenue par une documentation diversifiée, relative à l'Armée Nationale Tchadienne (ANT), à la gestion politique du Tchad et au développement humain.

---

<sup>2</sup>Op. Cit. p.50.

### *1.2.1. Étude qualitative*

Nous avons procédé à des rencontres ciblées. La technique est d'interroger toute personne ou groupe de personnes de notre population cible. Une personne disposée à nous fournir des informations dans un climat de compréhension mutuelle, de confiance et de libre expression. Il s'agit des soldats et officiers de l'armée ; les personnalités politiques issues des partis politiques, puis les membres de la société civile au Tchad.

### *1.2.2. Guide d'entretien et observation*

Nous avons appliqué des guides d'entretien ou d'interview avec des questions ouvertes dont la réalité englobe aussi bien les faits que les opinions. Cette technique laisse la possibilité à l'interviewé de s'exprimer librement sur toutes les questions posées. Elle nous a permis non seulement de recueillir les informations exprimées mais aussi d'analyser les non-dits, les gestes et d'apprécier l'expression. Dans cette étude, l'observation a été plus importante et nous permet de comprendre et d'exploiter les inédits, les tabous pour analyser. Notre stratégie consiste à suivre les acteurs dans leurs lieux de travail, de loisir, à domicile ou dans leurs lieux de regroupement.

Dans cette étude qualitative, nous avons enquêté auprès de 60 personnes : militaires et civils. Nous avons atteint ce nombre parce que le sujet abordé a suscité de l'engouement au sein de notre population cible.

## **1.3. Les résultats obtenus**

### *1.3.1. Collecte d'information*

Au cours de la recherche, nous avons employé des guides d'entretien conçus par rapport aux profils des personnes enquêtées.

Précédemment, nous avons adressé une demande au Ministre Délégué à la Présidence du Conseil, chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattants et Victime de Guerre en date du 13 août 2021. Cette demande a donc été orientée à l'Etat-major Général des Armées(EMGA). Ce dernier a arrêté pour nous deux sites de recherche. Il s'agit : de la Direction Générale du Génie Militaires (DGGM) ; de la Direction des Services Administratifs Financiers et de l'Informatique (DIRSAFI). Nous avons passé 45 jours de recherche dans chacune de ces deux directions pour étudier les comportements des hommes en arme, avoir des entretiens avec eux. J'ai effectué de déplacement de N'Djaména à l'intérieur du pays : Abéché, Bongor, Doba et Goré. Certains militaires préfèrent s'entretenir avec nous en dehors des casernes militaires.

Pendant ce temps, nous avons aussi travaillé avec la population civile. Nous avons pris de manière aléatoire les citoyens membres de la société civile et les personnalités politiques. Autant des citoyens civils à travers les quartiers des 5 villes du pays : N'Djaména, Bongor, Abéché, Doba et Goré.

Nous avons pu interviewer 60 personnes dont 30 militaires soit 50 % et 30 civils soit 50% (15 personnalités politiques 25% et 15 responsables et membres des organisations de la société civile 25%). Nous avons atteint un pourcent de 100% du nombre souhaité à cause de l'attraction créée autour de notre sujet de recherche. La population enquêtée confirme à 80% nos hypothèses selon lesquelles, les communautés ethniques sur le territoire du Tchad sont fortement divisées par la

religion et la politique ; 75% remarquent qu'il y a trop d'armes à feu en circulation et que cela alimente le phénomène de banditisme, de conflits communautaires et éleveur-agriculteur à travers le pays ; 62% des enquêtés disent que le système de gestion de l'insécurité par l'administration publique est inefficace et impartial ; 67% des personnes qui ont répondu à nos préoccupations affirment que les ressources économiques du pays profitent plus à l'armée qu'à résoudre les besoins fondamentaux de la population.

Nous n'avons pas rencontré des difficultés majeures à aborder et travailler avec les militaires. Sur autorisation du Ministère de la Défense et des instructions de l'Etat-major Général des Armées (EMGA) les soldats ont eux-mêmes créé un engouement autour de notre sujet de recherche. Même, avec les citoyens civils, il n'y pas eu de réticence majeure à parler de l'Armée, de l'insécurité et des conflits.

### *1.3.2. Accessibilité à la ressource documentaire*

Nous avons procédé activement à la recherche documentaire : à la bibliothèque du Centre d'Etudes et de Formation pour le Développement (CEFOD), à la bibliothèque du Centre AL - MOUNA, à la Bibliothèque Nationale, aux archives des armées. A la fin de notre fouille, nous avons établi une corrélation de différentes segmentations de notre sujet de recherche et procédé à l'analyse.

## **2. Les difficultés de la construction de l'Etat au Tchad**

### *2.1. Historicité des peuples dans le bassin du Lac-Tchad*

Le Tchad était constitué, avisait Jean Chapelle (1996) des royaumes et des chefferies organisés et hiérarchisés qui s'étendent de l'Est à l'Ouest et au Sud du pays : à l'Ouest, il se trouvait le Royaume du Kanem Bornou (15<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> siècles) qui s'étendait des alentours du Lac Tchad vers le Centre Est ; Le Royaume du Ouaddaï à l'Est dans le prolongement du Darfour Soudanais (16<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup> Siècle) ; le Royaume du Baguirmi situé sur la rive droite du fleuve Chari (15<sup>ème</sup> Siècle) au Centre Sud. A ces royaumes se sont ajoutées d'une part des entités administratives plus modestes à savoir : les chefferies Bilala dans le Batha, le Gong de Léré, le Lamido de Binder, le MBang de Bédaya, Chefferie de Doualet dans le Sud, etc. Par ailleurs, il subsiste quelques vestiges, notamment quelques sultanats et chefferies moins étendus certes mais jouant actuellement un rôle de gardiens de la mémoire culturelle et sociale des différentes communautés. Ces différentes entités politiques et administratives ont eu des rapports très conflictuels avant que la colonisation ne puisse les rassembler pour en faire un pays (Jean Chapelle, 1996). Cependant, le pays fait ainsi l'objet d'une dissection minutieuse, comme si l'on cherchait forcément à établir les différences pour opposer absolument les communautés les unes aux autres (Ladiba Gondeu, 2013). Et pourtant, dans la diversité, il est possible de constituer une société qui pourrait tirer de grands avantages afin de construire une dynamique sociale forte et viable nécessitant aussi la création des institutions fortes, socle des nations. Nous remarquons alors que le fonctionnement d'une société est dominé par son historicité et par ses rapports de classes, donc par ses mouvements sociaux (Alain Touraine, 1978 ; 44).

La nouvelle organisation administrative au Tchad indépendant provoqua un bouleversement positif des rapports entre les populations. Elle permit l'élargissement des rapports sociaux à l'échelle multiethnique, facilitant ainsi la communication entre les tchadiens d'origines diverses. Cette situation coloniale unitaire du Tchad marqua la fin d'un état de guerre et d'insécurité multiséculaire. A telle enseigne que le développement des contacts humains entre les diverses ethnies de la population tchadienne renforça chez cette dernière un sentiment de vouloir vivre ensemble (Bichara Idriss, 2007). Toutefois, il faut reconnaître que le Tchad occupe une position géopolitique stratégique. Il chevauche différentes zones culturelles, religieuses, politiques, économiques et ethniques. Le pays relie l'Afrique du Nord à l'Afrique à l'Afrique centrale. Cependant, cette localisation géostratégique signifie aussi que le Tchad est continuellement exposé aux vicissitudes des conflits et de l'insécurité que connaissent ces régions<sup>3</sup>.

## 2.2. *Le choc des cultures dans la République du Tchad*

La société tchadienne est très marquée par la tradition. Le peuplement au Tchad est très diversifié, Pierre Clastres (1974) il énumère plus de 110 groupes ethniques. Selon Jean Chapelle, l'étude de la mise en place des populations du Tchad se heurte à des difficultés qu'il faut accepter : difficultés d'ordre chronologique, toponymique ou géographique, ainsi que de la définition même de chaque groupe » (Chapelle, 1991 ; 33). Caractérisées d'une part, par des pratiques coutumières et religieuses aussi fortes les unes que les autres. Vaste territoire, le Tchad est peuplé de populations d'origines multiples dont les structures sociales sont fortes différentes d'une région à l'autre (Bichara Idriss, 2007).

Trois types de croyances se partagent l'espace national. Il s'agit de l'Animisme (croyance traditionnelle africaine), du Christianisme et l'Islam. Le droit traditionnel, voire religieux et le droit moderne sont reconnus dans la société tchadienne. Ils coexistent dans les institutions judiciaires. Ces deux droits impactent sur les pratiques institutionnelles et créent un environnement peu propice à la mise en œuvre des lois et des politiques favorables à l'égalité des sexes, aux droits humains, à la cohabitation pacifique des peuples. Toutes les différences ne se valent pas : toutes ne sont pas également négociables et « métissables » (Poirier, 1999 ; 5).

Pendant, certains faits gangrènent le vivre ensemble. En filigrane, il s'agit là de l'application de phénomène de la « *dia* », une pratique coutumière semblable à la vendetta, pratiquée dans les communautés musulmanes et qui a tendance à être généralisée sur l'ensemble du Tchad. (La *diya* ou « le prix du sang » est une pratique musulmane qui consiste à verser une compensation à la famille de la victime par la famille du coupable en cas de meurtre ou de blessure grave. Substituée au droit de vengeance, cette pratique a permis dans l'histoire récente du Tchad, de favoriser la réconciliation et d'éviter les conflits. Endossée par le pouvoir, elle a toutefois été marquée par des dérives, en particulier, l'affirmation de la domination de certaines

<sup>3</sup> Les conflits, l'insécurité et leurs répercussions sur le développement au Tchad, Commission économique pour l'Afrique, Adresse électronique: [ecainfo@uneca.org](mailto:ecainfo@uneca.org), Web: [www.uneca.org](http://www.uneca.org), Addis-Abeba, Éthiopie, Tél: +251-11- 544-9900, Télécopie: +251-11-551-4416 Consulté le 18 mai 2022.

communautés, dont les victimes coûtent plus chère que celles des autres<sup>4</sup>. Cependant, elle est rejetée en bloc par les communautés chrétiennes, même certaines communautés musulmanes issues de l'Est du Tchad. Elle se paie selon le statut social de la victime et l'importance que se donne une communauté ou que l'on donne à la communauté (Debos Marielle, 2013 ; 6).

C'est une pratique qui encourage à l'assassinat des individus. C'est une affaire pénale dont la justice ne se saisit pas pour appliquer la loi à cause de sa lenteur administrative. Elle laisse les justiciables régler à l'amiable ou en découdre de façon violente<sup>5</sup>.

### 2.3. Administration à la botte des pratiques culturelles

Le 15 octobre 2021, Une Dame Diamara Bétolngar, Gouverneur de la Province du Mandoul, après concertation avec les chefs traditionnels et certaines organisations de la société civile, signe un accord relatif à la réparation civile qui fixe le coût financier des crimes qui seraient commis sur les êtres humains dans sa localité. Le montant des réparations varie entre 1.500.000 FCFA pour les homicides volontaires et 1.000.000 FCFA pour les accidents de circulations<sup>6</sup>. Dans la foulée, le Gouverneur de la province de l'Ennedi Est, avec chef - lieu Amdjarass, en date du 06 décembre 2021 par une décision n°003/PCMT/PMT/MADT/DGM/PEE/SG/SDG/2022, fixe le règlement des conflits dans le Sultanat de Dar - Billiat, Province de l'Ennedi - Est<sup>7</sup>. Ces actes laissent paraître un grand malaise dans l'administration tchadienne et la difficulté à faire fonctionner la justice. Malgré les lois, les codes de procédure civile et pénale applicables dans ce pays, une justice parallèle tente toujours de s'imposer.

A cet effet, l'Ordre des avocats du Tchad, la Chambre Nationale des Huissiers de Justice du Tchad et la Chambre Nationale des Notaires du Tchad ont dénoncé ces pratiques dans une lettre ouverte, le 21 février 2022 au Président de la République : non, nous ne sommes pas dans la jungle. Malheureusement, l'Etat affiche une attitude qui suscite tant d'interrogations sur ses capacités à assurer à tous sans discrimination, la sécurité, le respect et l'exercice des droits et libertés. Mieux, certains useraient du pouvoir d'Etat pour semer cette désolation. Et l'Etat à son tour ne peut rien face à ces personnes<sup>8</sup>.

Bien avant la conquête militaire des territoires du Tchad, les peuples qui s'y trouvent vivaient comme dans une jungle. Les peuples dominés payaient des tribus

<sup>4</sup> Division de l'Information de la Documentation et de Recherche - Ofpra, la pratique de la diya au Tchad, cf, [https : //www. Ofpra. Gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.Ofpra.Gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf). 27 septembre 2017. Consulté le 22 mai 2022.

<sup>5</sup> Comité des Nation Unies pour l'Élimination de la discrimination raciale, «Comité des Nation Unies pour l'Élimination de la discrimination raciale, Examine le Rapport du Tchad » 21 août 2008.

<sup>6</sup> Source : Accord de Koumra relatif à la réparation civile. Association des autorités traditionnelle du Tchad, Section de Koumra, 15 octobre 2021.

<sup>7</sup> Source : Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Correspondance N°006/PCMT/PMT/MADT/SG/2022, du 07 janvier 20022 à N'Djaména.

<sup>8</sup> Lettre ouverte des professions libérales judiciaires : Ordre des Avocats du Tchad, Chambre Nationale des Huissiers de Justice du Tchad, et Chambre Nationale des Notaires du Tchad à Son Excellence, Président de la République, Chef de l'Etat. Le 21 février 2022.

aux plus forts. Les gens vivaient dans une guerre de survivance. Depuis l'indépendance, le Gouvernement tchadien a proclamé la condamnation de toute distinction ethnique et la Constitution précise que « *toute manifestation ou propagande à caractère ethnique est punie par la loi* ». Il a été interdit de mentionner les ethnies dans les enquêtes démographiques, et il a été prescrit aux auteurs de l'atlas pratique du Tchad de ne pas établir la carte ethnique. Ceci dans le but de promouvoir l'unité nationale (Jean Chapelle, 1996 ; 165), mais hélas ! La société tchadienne cultive toujours une dynamique conflictuelle et violente.

### 3. Les souches de la division, d'incompréhension et d'insécurité des peuples du Tchad

#### 3.1. *La religion, une mine pour la cohésion sociale*

Le Tchad couvre une superficie de 1.284.000 km<sup>2</sup>. Cette bande de terre abrite une pluralité de communautés culturelles. Le Tchad, d'après Pierre Gentil « Les populations animistes et musulmanes y sont d'une infinie diversité ; l'Islam ayant souvent tenté de dominer le pays par le fer et par le feu, razziant et déportant les Nègres en esclavage » (Jean Chapelle, 1996 ; 39). Les populations qui habitent le Tchad ont en partage aujourd'hui trois religions bien connues : l'animisme, le Christianisme et l'Islam. La majorité des habitants du sud pratique l'animisme et le Christianisme. Celle qui vive dans le centre et la partie septentrionale se considère essentiellement comme musulmane.

Cependant, l'on remarque que « la variété des sols et des climats entraîne la variété des ressources et des genres de vie » (Jean Chapelle, 1996, 64). Les populations dans leur majorité développent des modes de vie conflictuels, expansionnistes et dominateurs les uns envers les autres. Dans l'actuelle République du Tchad, on distingue deux zones séparées par des religions. Au sud-ouest du fleuve Chari les peuples christianisés. Au Centre et sud Est des peuples dites islamisés. Ces deux communautés passent l'ensemble de leur temps de cohabitation conflictuelle à se coller des étiquettes, des péjoratifs : « Les Arabisés imposèrent, à ces ethnies diverses, une classification simpliste : "- Nous les Arabes, eux les Kirdi..." c'est-à-dire, nous les Musulmans, nous les Croyants, les civilisés, eux, les païens, les sauvages. Nous, les maîtres, eux la chair à esclave » (Pierre Gentil, 1971). Les christianisés et animistes disent aussi à l'attention des ethnies du nord : les « Doum, Waxa », c'est-à-dire des gens compliqués, agressifs.

#### 3.2. *Le clivage dans la gestion de l'Etat*

En République du Tchad, le climat de méfiance est cultivé par les leaders politiques, les régimes qui s'emparent du pouvoir. Chaque régime essaie de conforter une position de domination d'abord par la religion et puis par l'armée afin de contrôler le territoire<sup>9</sup>. Cette grande diversité culturelle contribue à accentuer les conflits. La gestion de l'armée par Idriss Déby a fluctué au cours des 30 dernières années. Cela est dû aux bouleversements géopolitiques régionaux, chute de Khadafi, rapprochement avec le Soudan, montée du djihadisme au Sahel et au lac Tchad, ainsi qu'aux

<sup>9</sup> Source : propos recueilli lors de l'interview réalisé avec le Général de Brigade A.S, le 16 février 2022 à N'Djaména.



dynamiques internes et notamment aux tensions au sein de son clan. Depuis plusieurs années, le Président semble faire plus de place à sa famille proche et aux combattants de la première heure dans son entourage militaire et accorder moins facilement sa confiance aux cadres militaires et officiers les mieux formés<sup>10</sup>. Aujourd'hui, comme s'était avant les indépendances, les communautés s'organisent toujours en auto-défense car l'on estime que l'Etat ne joue aucun rôle pour assurer la sécurité du citoyen à travers le pays. L'éducation civique y a disparue et chacun applique les vertus de sa communauté.

L'armée n'existe que pour les intérêts du Président de la République et son clan<sup>11</sup>. En date du 21 février 2022, des groupes de professions libérales judiciaires : ordre des avocats du Tchad, chambre nationale des huissiers de justice du Tchad, et la chambre nationale des notaires du Tchad ont d'une même voix adressé une lettre ouverte au Président du conseil militaire de transition du Tchad afin d'exprimer leurs préoccupations, dénoncer et demander que des mesures urgentes soient prises et le plus tôt pour éviter le chaos au Tchad. Ils évoquent en ces termes « le droit à la justice est un droit de l'homme reconnu à tous suppose que chaque tchadien ait accès à une justice indépendante, un juge compétent, impartial et indépendant et qui dit le droit mais aussi que la décision rendue par ce juge soit effectivement exécutée »<sup>12</sup>. Tel que décrit, la justice tchadienne est loin de remplir sa mission. Cette missive au Président du Conseil Militaire de la Transition, Président de la République du Tchad, a été suivie d'une marche pacifique de ces différents corps judiciaires<sup>13</sup>.

#### **4. L'Armée, un outil de désagrégation sociale au Tchad**

##### **4.1. Historique et dislocation de l'armée nationale tchadienne**

Conçue après l'indépendance par une Ordonnance le 27 mai 1961, l'Armée Nationale Tchadienne a été très tôt mise à rude épreuve par des révoltes populaires, dont la révolte de Mangalmé. Selon le Crisis Group la révolte de Mangalmé en 1965 fut le point de départ d'une série de soulèvements paysans dans le centre du pays, qui a précipité la formation du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) à Nyala (Soudan) en 1966 (Crisis Group Rapport Afrique N°111, 1er juin 2006, 2). Le Coup d'Etat militaire de 1975 contre le Feu Président Ngarta Tombalbaye mit alors fin à l'existence d'une armée véritablement nationale. Depuis ces événements, l'ANT a été sérieusement perturbée par des mouvements rebelles, et disloquée ensuite par des accords concoctés çà et là (Lagos de 1979 ; Kano I et II) afin de faire la paix au Tchad. L'Armée Nationale Tchadienne n'a plus pu se reconstruire. Ce changement modifie en profondeur les rapports de force dans la société et renouvelle les personnels politiques et militaires dont beaucoup, encore aujourd'hui, sont passés par le Frolinat et la lutte armée (Crisis Group N°298, 22 janvier 2021, 5). L'ANT est la résultante de la gestion

<sup>10</sup> Rapport Afrique de Crisis Group, Les défis de l'armée tchadienne, N°298, 22 janvier 2021

<sup>11</sup> Source : interview réalisé avec le président du parti FAR/PF, le 14 février 2022 à N'Djaména

<sup>12</sup> Lettre ouverte des professions libérales judiciaires : Ordre des Avocats du Tchad, Chambre Nationale des Huissiers de Justice du Tchad, et Chambre Nationale des Notaires du Tchad à Son Excellence, Président de la République, Chef de l'Etat. Le 21 février 2022.

<sup>13</sup> Arrêté n°021/PCMT/PMT/MSPI/SG/2022 du 18 février 2022, portant autorisation d'une Marche ou Manifestation Publique.

politique. A cet effet, Samy Cohen aborde que, la manière dont le pouvoir civil conçoit son rôle dans les questions de défense, la marge de manœuvre qu'il accorde aux militaires, les moyens dont il se dote pour contrôler l'armée sont des variables au moins aussi importantes. C'est l'attitude du politique qui est décisive. C'est de lui que dépend l'influence de l'armée (Samy C.2008). La politique a donc trop influencé l'armée qu'elle s'occupe plutôt de la politique que de défendre le territoire.

La période d'instabilité, de guérilla a commencé. Selon l'auteur de *De la guerre*, c'est la politique qui a entraîné la guerre ; la politique est la faculté intellectuelle, la guerre n'est que l'instrument pas l'inverse (Clausewitz C. 1955, p. 706-707). Depuis que l'armée nationale n'existe plus, l'insécurité est galopante au Tchad. Car à chaque fois qu'une tendance armée prend le pouvoir, la première des choses est d'installer un climat de terreur afin d'asseoir son régime.

A la fin des années 1960, cette rébellion, qui a pris racine au centre et à l'est du pays, gagne du terrain et s'implante au nord avant de prendre pied plus tard à l'ouest, non loin du lac Tchad. Chaque territoire se dote de forces armées qui agissent de manière autonome et l'armée régulière devient progressivement une force parmi d'autres (Buijtenhuijs R, 1987). C'était donc une période chaotique où l'armée nationale ne pouvait plus se prévaloir pour être au-dessus de la mêlée et apporter une garantie de sécurité. C'est dans cette situation embrouillée et compliquée que survint le régime de Goukouni Oueddeï avec son Gouvernement d'Union Nationale de Transition (GUNT) de 1979 à 1982. Il n'a donc pas mis longtemps au pouvoir et fut déguerpi par Hissène Habré soutenu par une armée constituée de Gorane, membres de son groupe ethnique. Deby et son mouvement politique MPS réussirent à le renverser le 1<sup>er</sup> décembre 1989. La Commission d'Enquête nationale du ministère tchadien de la justice, dirigée par le très respecté juriste Mahamat Hassan Abakar, publia son rapport intitulé « Les crimes et détournements de l'ex président Habré et de ses complices » en mai 1992 souligna que ses travaux ne recouvraient que « 10% seulement » de la totalité des crimes. Elle estima donc à 40.000 le nombre de personnes décédées ou disparues pendant le régime Habré. (Olivier Bercault, 2013). Tout droit est pour Habré et ses parents, le reste des peuples sont comme des esclaves. L'armée était donc toute une ethnie de Goranes qui aidait le Président à dominer sur les autres ethnies.

Aujourd'hui, Idriss Déby Itno, un militaire Zagawa, aide de camp de Hissène Habré qui le renversa. Le pouvoir a certes changé de main, mais les manières de gouverner restent les mêmes avec toutes les atrocités sur l'ensemble de la population. L'Armée est constituée en majorité des membres de sa communauté. Il a donc créé l'insécurité pour tous et a été victime de son chef-d'œuvre. Il fut assassiné au front, lors d'une attaque de la rébellion armée, le FACT qui tentait de renverser son pouvoir le 19 avril 2021<sup>14</sup>. Jusque-là, tous les régimes qui ont pris le pouvoir par la force ont lamentablement échoué sur tous les plans au Tchad. Cependant, tout ce qui importait, était l'entretien de l'armée.

<sup>14</sup> Source : interview réalisé avec B.B.P membre de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), le 08 octobre 2021 à N'Djaména.

#### 4.2. *La sécurité et la vision du développement*

Le Tchad est doté d'une variété de ressources naturelles, dont le pétrole, l'uranium, le poisson, l'or, le calcaire, le sable, le gravier et le sel. Il compte trois zones géographiques et climatiques distinctes avec des dynamiques sociales, économiques et politiques propres (May, R.A, 1983 ; 115). Après l'exploration pétrolière de 2003, le Gouvernement a adopté une loi sur la gouvernance pétrolière qui énonce les lignes directrices régissant le partage et l'utilisation des recettes pétrolières. Cette loi prévoit expressément que ces recettes seront investies dans des domaines prioritaires tels que la santé, l'éducation et les infrastructures, de même que dans le développement des régions productrices de pétrole. Le Président Déby a cependant modifié la loi sur la gouvernance des ressources pétrolières en supprimant tous les mécanismes de contrôle, et il a redirigé les recettes en question vers les dépenses militaires et sécuritaires, ainsi que vers le financement du réseau de clientélisme<sup>15</sup>. Les dépenses militaires ont grimpé de 67 millions de dollars en 2005 à 670 millions de dollars en 2015, atteignant ainsi 8 % du PIB<sup>54</sup>. Quant aux investissements dans les secteurs prioritaires, ils sont passés de 6,5 milliards de francs CFA en 2006 à 47 milliards de francs CFA en 2009<sup>16</sup>. Une grande partie des recettes pétrolières est donc investie dans l'armée plutôt que dans les domaines prioritaires tels que la santé et l'éducation. Au lieu de consacrer les recettes pétrolières au développement, le régime les a utilisées pour acquérir du matériel militaire, recruter plus de personnel militaire et soutenir ses réseaux de clientélisme afin de renforcer son pouvoir<sup>17</sup>.

Les conflits et les insécurités au Tchad sont également causés par la militarisation de la société et l'absence de réformes du secteur de la sécurité. L'armée est restée organisée selon des critères ethniques, le groupe zaghawa du Président, dominant la hiérarchie militaire et jouissant d'une impunité presque totale. Elle est également très politisée, influencée par le clientélisme et considérée comme le principal obstacle au changement démocratique<sup>18</sup>.

### 5. **Insécurité permanente et son impact dans la société au Tchad**

#### 5.1. *Conflits récurrents entretenus*

Insécurité suppose un manque de garantie, de liberté, de stabilité et de fiabilité. La crainte majeure est celui de perdre sa vie, de n'avoir plus les possibilités d'atteindre

---

<sup>15</sup> International Crisis Group (2016). *In Backing Chad, the West Faces Moral Hazards*. Consultable en ligne à l'adresse : <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/backing-chad-west-faces-moral-hazards>.

<sup>16</sup> USIP (2010). *Stabilising Chad: Security Governance and Development Challenges*, p. 3 et 4. Consultable en ligne à l'adresse : <https://www.usip.org/publications/2010/11/stabilizing-chad-security-governance-and-development-challenges>.

<sup>17</sup> International Crisis Group (2016). *Tchad : entre ambitions et fragilités*, p. 15 et 16. Nairobi / Bruxelles. Consultable à l'adresse : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/233-chad-between-ambition-and-fragility-french.pdf>.

<sup>18</sup> International Crisis Group (2016). *Tchad : entre ambitions et fragilités*, p. 8. Nairobi / Bruxelles. Consultable à l'adresse : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/233-chad-between-ambition-and-fragility-french.pdf>.

ses objectifs dans la vie. L'insécurité est contre la productivité, l'investissement et l'épanouissement des individus et du peuple.

A chaque fois qu'un conflit se produit, c'est toujours une chaîne administrative et militaire qui se met en place pour le trancher. Derrière ce règlement, s'installe un système d'arnaque et d'escroquerie des paysans : agriculteurs et éleveurs. Il s'agit de la dia en cas de crime. Les protagonistes paient des amendes lourds, soit en têtes de bétails ou en argent et qui s'évaluent en millions de francs CFA. Souvent des villages entiers, des familles entières paient des cautions solidaires pour étouffer la résurgence de conflit. Les autorités militaires et administratives motivent ce système par ce qu'ils y gagnent des royalties.

Malgré la récurrence des conflits agriculteurs-éleveurs et conflits communautaires, les communautés en face ne réfléchissent pas aux plans de développement de leurs potentiels richesses qui sont l'élevage et l'agriculture. Cependant, jusqu'aujourd'hui, officiellement l'on ne priorise pas la viabilisation des couloirs de transhumances, des aires de pâturage, et l'installation des forages d'eau dans les campements. Des outils qui peuvent contribuer à résorber les différends qui enveniment la vie en société au Tchad.

### 5.2. *Les conséquences économiques et sociales sur la population*

En 2021, le bilan humain dû aux conséquences de la transhumance et des tensions intercommunautaires au Tchad est déjà particulièrement lourd, avec 24 incidents signalés à travers le pays (neuf à l'Est, sept au Sud, huit dans le Lac). Les affrontements auraient fait 309 morts et 182 blessés, déplacé plus de 6 500 personnes, entraîné la destruction de biens et de moyens de subsistance, et provoqué de très fortes tensions entre les communautés. Une étude menée par le cluster Protection dans la province du Lac en juillet 2021 a révélé que les principales raisons des tensions intercommunautaires sont l'accès aux ressources économiques (49%), l'accès à la terre (21%) et l'accès aux services (11%). L'accès à l'aide humanitaire a également été identifié comme une source de conflit (4%), en raison du manque de transparence ou de communication suffisante ciblant la population touchée. Les conflits intercommunautaires ne sont pas rares au Tchad, mais l'ampleur sans précédent des violences enregistrées ces dernières années, conjuguée à la prolifération des armes parmi les civils, a incité le gouvernement à déclarer l'état d'urgence dans les provinces orientales du Ouaddaï et du Sila en janvier 2021, et déjà plus tôt en 2019<sup>19</sup>.

Autant, nous évoquons le grand banditisme urbain et rural : à travers le pays, des individus identifiés ou non identifiés tuent impunément leurs semblables pour un oui ou un non ; Soit pour arracher des biens (téléphone, moto, camion, voiture ...). Dans les deux provinces du Mayo-Kebbi, la Délégation Régionale du Sud-ouest de l'APLFT (Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad) rapporte qu'en 2009, soixante(66) personnes ont essuyé les affres des hommes en armes : 16 personnes tuées, 6 blessées, 44 personnes kidnappées et rançonnées (parmi

<sup>19</sup> Sources: OCHA, cluster Protection, ocha-chad@un.org www.unocha.org www.reliefweb.int. 06 août 2021. Consulté le 17 mai 2022 à 15h11mn.

lesquelles 36 enfants) par les « zaraguina » ou bandits armés. Le montant de la rançon payée par les paysans est de : 26.979.000f CFA.<sup>20</sup>

La lutte contre le terrorisme a accru les dépenses militaires et de sécurité de l'Etat tchadien<sup>21</sup>. Celles-ci sont montées en flèche entre 2004 et 2008, passant de 35,4 milliards de francs CFA (50 millions d'euros) à 275,5 milliards de francs CFA (420 millions d'euros) à la faveur des nouvelles richesses pétrolières du pays<sup>22</sup>. La chute des prix du pétrole a entraîné une réduction de ces dépenses militaires à 147 milliards de francs CFA, chiffre que la guerre contre le terrorisme a ensuite fait passer à 154,5 milliards de francs CFA<sup>74</sup>. Entre 2011 et 2015, les dépenses de défense et d'armement du pays ont sensiblement augmenté, faisant passer son indice de militarisation de 1,529 en 2008 à 2,182 en 2015. Cette augmentation de 42,72 % est la plus grande relevée en termes de pourcentage<sup>23</sup>. Cela étant, le Gouvernement a aussi utilisé la menace du terrorisme pour accroître les dépenses militaires et de sécurité destinées à étayer son régime.

## **6. Les perspectives et solutions possibles au problème d'insécurité et de développement du Tchad**

### **6.1. Réforme impérative du système de sécurité**

Le Tchad est un Etat connu pour son activité primordiale : la Guerre. Tous ceux qui l'ont dirigé, ont connu une fin tragique. Il est temps de scruter l'horizon et de trouver des solutions adéquates aux problèmes de sécurité dans pays.

Il fait bon signe au Tchad que malgré les conflits armés, les protagonistes arrivent à des pourparlers pour négocier et trouver des solutions aux différends qui les opposent. L'ultime solution pour la condition humaine et le développement est la sécurité. Car la sécurité est un construit social et elle a besoin de l'apport de toutes les composantes de la population pour la concrétiser. L'investissement dans un pays ne peut être possible que quand règne la paix, la quiétude. Le Tchad a la réputation d'entretenir une Armée Nationale la plus vaillante et la plus aguerrie en Afrique sahélienne. C'est un atout pour garantir la sécurité à l'intérieur de ses frontières.

La réforme de l'Etat au Tchad est donc nécessairement la sécurité publique et d'investissement au développement. Benoît Dupont dans une analyse plus avancée du concept de réseau propose dans son article *La sécurité intérieure au XXI siècle: l'émergence des réseaux*. Il présente le réseau comme une un ensemble de nœuds interconnectés ; ces nœuds sont alors des groupes concertés, hiérarchisés et coordonnés qui mènent des actions déterminés (Benoît Dupont, 2006, 348). Compte

---

<sup>20</sup> Rapport sur la situation des droits humains dans la Délégation Régionale du Sud-Ouest de l'APLFT en 2009. Siège social : boîte postale 4037 N'Djamena - Moursal (Tchad) téléphone (235) 51 91 14 - email : [aplft@intnet.td](mailto:aplft@intnet.td), téléphone / fax (235) 53 32 86

<sup>21</sup> International Crisis Group (2016). *Tchad : entre ambitions et fragilités*, p. 17. Nairobi / Bruxelles. Consultable à l'adresse : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/233-chad-between-ambition-and-fragility-french.pdf>.

<sup>22</sup> Ibidem

<sup>23</sup> Institute for Economics and Peace (2015). *Global Peace Index 2015*, p. 112. Consultable à l'adresse : [http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2015/06/Global-Peace-Index-Report-2015\\_0.pdf](http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2015/06/Global-Peace-Index-Report-2015_0.pdf)

tenu des réalités sécuritaire de l'heure, il est donc impératif et important de prendre pour socle l'administration publique et sécuritaire pour créer des plates-formes de concertation et de coordination entre les autorités chargées de maintien de l'ordre et de sécurité dans le paix, les magistrats, les élus locaux et les représentants de la société civile ou se réalise de façon permanente les dialogues sur des questions de sécurité publiques dans les localités. User de cette plate-forme pour élaborer et appliquer des plans d'action de sécurité et de prévention de la délinquance et en évaluer l'efficacité si nécessaire. D'après Benoît Dupont le champ organisationnel de la sécurité est le résultat de relations bilatérales et multilatérales multiples qui s'agrègent autour de pratiques et d'enjeux communs (Benoît Dupond, 2006 ; 349). Selon lui, les réseaux de sécurité se divisent en quatre idéaux-types: les réseaux de sécurité locaux, nationaux, internationaux et informationnels. Parmi les acteurs principaux de ce type de réseaux, l'on retrouve la police, les magistrats locaux, les services sociaux, les groupes communautaires, les regroupements citoyens, les communautés d'intérêts, les élus, les entreprises de sécurité privée.

### 6.2. *Système de sécurité concertée*

Au Tchad, l'objet de la sécurité publique est du domaine régalien de l'Etat. Le citoyen se préoccupe très peu de cela. Cette pratique est aujourd'hui dépassée dans un contexte de politique démocratique. A cet effet, Maurice Chalom déplore que la conception traditionnelle de la sécurité « prive le citoyen de son droit de regard et de parole » (Maurice Chalom, 1998, 38). Cependant, dans le contexte général de l'insécurité au Tchad, il est nécessaire de mener une politique de sécurité nationale « visant à mieux contrer les problèmes de sécurité en émergence, ce modèle vise à se rapprocher de la communauté en s'appuyant sur une approche de résolution de problèmes, sur l'établissement de partenariats et sur une plus grande ouverture envers les collectivités. » (Guillaume Faucher, 2015 ; 75). Dans un pays, l'armée ne pourra pas être capable d'assurer la sécurité totale sans une coopération avec la population qu'elle est censée protéger. La sécurité au niveau intérieur peut être amendée par les autorités politiques de manière à mettre en contribution la population civile dans la mise en œuvre des plans locaux de sécurité. D'ailleurs, historiquement, l'État a rarement réussi à être le seul fournisseur de sécurité. Il faut donc appréhender le monopole de la violence légitime comme un privilège étatique qui peut aussi être contracté par un tiers parti en échange de sa soumission à l'autorité de l'État et de ses normes régulatrices. (Guillaume Faucher, 2015).

## **Conclusion**

Le Tchad vit une instabilité politique depuis son processus d'accession à l'indépendance en 1960. La discrimination, l'injustice, la corruption accompagnent le sous-développement. Chaque nouveau régime tente toujours de dominer par son ethnie et utilise l'armée pour réprimer et perdurer au pouvoir. Cependant, la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 en Libye a ouvert la porte au terrorisme, à la formation des nouveaux groupes rebelles, à la prolifération des armes de guerre à travers le Tchad.

Dans cette instabilité endémique, notre étude révèle que la religion et la politique sont sources de division, de discrimination et de conflits en République du Tchad. Cependant, trop d'armes à feu en circulation alimentent le phénomène de banditisme, de conflits communautaires et éleveur-agriculteur dans le pays. Nous remarquons que le système de gestion de la sécurité est inefficace et envenime davantage les conflits. Par ailleurs, les ressources économiques profitent plus à l'armée qu'à résoudre les besoins fondamentaux de la population.

Cependant, nous disons qu'il y a toujours la possibilité de construire un Etat de droit et de faire la paix au Tchad. Le président de la quatrième République, Idriss Déby Itno vient d'être abattu par les rebelles au front. De manière systématique son fils le remplace à la Présidence de la République pour assurer la Transition politique. Malgré les conflits récurrents et l'insécurité permanente, les tchadiens trouvent toujours un créneau pour s'asseoir et dialoguer. Ceci est important ! Elle peut être l'occasion de se comprendre pour construire un Etat de droit où règne la cohésion sociale et dont le processus de développement humain et industriel pourrait être à jamais engagé, car toute société n'est qu'une construction humaine.

### Références bibliographiques

- Ahmad Allam – Mi, 2014, *Autour du Tchad en guerre : tractations politiques et diplomatiques 1975 – 1990*, L'Harmattan.
- Alain Touraine, 1978, *La voix et le regard*, Paris, Les Éditions du Seuil
- Balandier G. 1971, *Sens et puissance, les dynamiques sociales*, Paris, PUF
- Bédoumra Kordje, 2012, *Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2, 2009)* N'Djaména, INSEED.
- Benoît Dupont, 2006, « La sécurité intérieure au XXI siècle: l'émergence des réseaux », dans *Mélanges dédiés au professeur Bolle*, sous la dir. de, Zen-Ruffmen, Neuchâtel : Helbing & Lichtenhalm, 348 p.
- Carl Von Clausewitz, 1955, *De la guerre*, Minuit, pp. 706-707.
- Caroline Zwaenepoel, 2011, le phénomène de la traite des personnes au Tchad: *Rapport effectué dans le cadre du projet: "Renforcer les capacités du Tchad à prévenir et combattre la traite des personnes" Etude inédite.*
- Débos Marielle, 2013, la guerre des préfets, Répression, clientélisme et illégalismes d'État dans l'entre-guerres tchadien, *Politix 2013/4 (N° 104)*, pp. 47 – 65.
- Débos Marielle, le métier des armes au Tchad, le gouvernement d'entre-guerres, Karthala, collection « Les Afriques », 2013.
- Guillaume Faucher, 2015, la nouvelle gouvernance de la sécurité publique et ses impacts sur les institutions démocratiques: une analyse de cas de la commercialisation des services, mémoire de maîtrise en science politique.

- Jean Chapelle, 1996, *le peuple tchadien, ses racines, sa vie quotidienne et ses combats*, Paris, Harmattan, 304p.
- Ladiba Gondeu, 2013, *la dynamique d'intégration national: Dépasser la Conflictualité Ethnique d'un Etat entre parenthèses*, Sahel Research Group Working Papers n° 6, Scholars in Residence papers.
- Laurent Laplante, 1991, *la police et les valeurs démocratiques*. Montréal: Institut québécois de recherche sur la culture, p. 34.
- Mahamat Hassan Abakar, 1993, *rapport sur les crimes et détournements de l'ex président Habré et de ses complices*, Paris, L'Harmattan, p.97.
- Maurice Chalom, 1998, *le policier et le citoyen*, Montréal, Liber, p.38.
- Max Weber, 1959, *le savant et le politique*, Paris, Plon, pp. 99-111.
- May, R.A., 1983, *The state of Chad: Political factions and political decay / Factions politiques et décadence de l'État tchadien* ». *Civilisations*, vol. 33, no 2, p. 113 à 145, à la p. 115.
- Michel Crozier, Erhard Friedberg : *l'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*. Paris, Seuil, 1977.471p.
- Pierre Clastres, 1974, *la Société contre l'État. Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Éditions de Minuit.
- Robert Buijtenhuijs, 1987, *le Frolinat et les guerres civiles du Tchad, 1977-1984*, Paris, L'Harmattan.
- Samy Cohen, 2008, *le pouvoir politique et l'armée. Pouvoirs - Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, Le Seuil, pp.19 - 28. 10.3917/pouv.125.0019.hal-01022361
- Sylvie Poirier, *La Dépolitisation de la culture*, 1999, *Anthropologie et Sociétés*, Département d'anthropologie, Université Laval, mai 2004

### **Informations complémentaires**

- Amnesty International, AFR 20/009/2011- Octobre 2011
- Amnesty international, éfai, Index AI : AFR 20/16/93
- Arrêté n°021/PCMT/PMT/MSPI/SG/2022 du 18 février 2022, portant autorisation d'une Marche ou Manifestation Publique.
- Comité des Nation Unies pour l'Élimination de la discrimination raciale, «Comité des Nation Unies pour l'Élimination de la discrimination raciale, Examine le Rapport du Tchad » 21 août 2008.
- Comité des Nation Unies pour l'Élimination de la discrimination raciale, «Comité des Nation Unies pour l'Élimination de la discrimination raciale, Examine le Rapport du Tchad » 21 août 2008.
- Commission Economique pour l'Afrique, Adresse électronique: Les conflits, l'insécurité et leurs répercussions sur le développement au Tchad,



[ecainfo@uneca.org](mailto:ecainfo@uneca.org), Web: [www.uneca.org](http://www.uneca.org), Consulté le 18 mai 2022. Addis-Abeba, Éthiopie, Tél: +251-11- 544-9900, Télécopie: +251-11-551-4416

Division de l'Information de la Documentation et de Recherche - Ofpra, la pratique de la diya au Tchad, cf, [https://www.Ofpra.Gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.Ofpra.Gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf). 27 septembre 2017. Consulté le 22 mai 2022.

FIACAT : Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la Torture, Février 2010 (ACAT France).

Institute for Economics and Peace (2015). *Global Peace Index 2015*, p. 112. Consultable à l'adresse : [http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2015/06/Global-Peace-Index-Report-2015\\_0.pdf](http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2015/06/Global-Peace-Index-Report-2015_0.pdf)

International Crisis Group (2016). *In Backing Chad, the West Faces Moral Hazards*. Consultable en ligne à l'adresse : <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/backing-chad-west-faces-moral-hazards>.

International Crisis Group (2016). *Tchad : entre ambitions et fragilités*, p. 15 et 16. Nairobi / Bruxelles. Consultable à l'adresse : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/233-chad-between-ambition-and-fragility-french.pdf>.

International Crisis Group (2016). *Tchad : entre ambitions et fragilités*, p. 8. Nairobi / Bruxelles. Consultable à l'adresse : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/233-chad-between-ambition-and-fragility-french.pdf>.

International Crisis Group(2021), Les défis de l'armée tchadienne, N°298, 22 janvier

Lettre ouverte des professions libérales judiciaires : Ordre des Avocats du Tchad, Chambre Nationale des Huissiers de Justice du Tchad, et Chambre Nationale des Notaires du Tchad à Son Excellence, Président de la République, Chef de l'Etat. Le 21 février 2022.

Mercy\_Corps\_Brief-October\_2016. Pdf; Oxfam (2016). *Lac Tchad, théâtre d'une crise méconnue : Paroles de réfugiés et de personnes déplacées du Niger et du Nigéria*, p. 4 et 5. Consultable à l'adresse : <http://www.oxfam.org.hk/filemgr/5167/bn-lake-chad-refugees-idps-190816-en.pdf>

Rapport Afrique de Crisis Group N°298, Les défis de l'armée tchadienne 22 janvier 2021

Rapport des violations des droits de l'Homme au Tchad, situation 2009-2010. Droit de l'Homme Sans Frontière, [dhsf64@hotmail.com](mailto:dhsf64@hotmail.com), BP. 4510 N'Djaména - Tchad.

Rapport sur la situation des droits humains dans la Délégation Régionale du Sud-Ouest de l'APLFT en 2009. Siège social : boîte postale 4037 N'Djaména - Moursal (Tchad) téléphone (235) 51 91 14 - email : [aplft@intnet.td](mailto:aplft@intnet.td), téléphone / fax (235) 53 32 86

Rapport sur la situation des droits humains dans la Délégation Régionale du Sud-Ouest de l'APLFT en 2009. siège social : boîte postale 4037 N'Djamena - Moursal (Tchad) téléphone (235) 51 91 14 - Email : [aplft@intnet.td](mailto:aplft@intnet.td), téléphone / fax (235) 53 32 86

Source : Accord de Koumra relatif à la réparation civile. Association des autorités traditionnelle du Tchad, Section de Koumra, 15 octobre 2021.

Source : entretien réalisée avec le Lieutenant B.D, le 12 janvier 2022, à la Direction Générale de Génie Militaire à N'Djaména.

Source : interview réalisé avec B.B.P membre de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), le 08 octobre 2021 à N'Djaména.

Source : interview réalisé avec le président du parti FAR/PF, le 14 février 2022 à N'Djaména

Source : Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Correspondance N°006/PCMT/PMT/MADT/SG/2022, du 07 janvier 2022 à N'Djaména.

Source : propos recueilli lors de l'interview réalisé avec le Général de Brigade A.S, le 16 février 2022 à N'Djaména.

**Sources:** OCHA, cluster Protection, [ocha-chad@un.org](mailto:ocha-chad@un.org) [www.unocha.org](http://www.unocha.org) [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int). 06 août 2021. Consulté le 17 mai 2022 à 15h11mn.

Sources: OCHA, cluster Protection, [ocha-chad@un.org](mailto:ocha-chad@un.org) [www.unocha.org](http://www.unocha.org) [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int). 06 août 2021. Consulté le 17 mai 2022 à 15h11mn.

*The Untold Crisis of the Lake Chad Basin*, p. 5. Octobre. Consultable à l'adresse : [https://www.mercycorps.org/sites/default/files/The\\_Untold\\_Crisis\\_of\\_The\\_Lake\\_Chad\\_BasinMercy\\_Corps\\_Brief-October\\_2016.pdf](https://www.mercycorps.org/sites/default/files/The_Untold_Crisis_of_The_Lake_Chad_BasinMercy_Corps_Brief-October_2016.pdf) ; Oxfam (2016). *Lac Tchad, théâtre d'une crise méconnue : Paroles de réfugiés et de personnes déplacées du Niger et du Nigeria*, p. 4 et 5. Consultable à l'adresse : <http://www.oxfam.org.hk/filemgr/5167/bn-lake-chad-refugees-idps-190816-en.pdf>.

USIP (2010). *Stabilising Chad: Security Governance and Development Challenges*, p. 3 et 4. Consultable en ligne à l'adresse : <https://www.usip.org/publications/2010/11/stabilizing-chad-security-governance-and-development-challenges>.